



Rebonds

Seul un accord entre les grandes nations sur le ralentissement de la croissance peut infléchir le réchauffement.

La vérité qui dérange vraiment

Par Jean MATOUK

QUOTIDIEN : mardi 7 novembre 2006

Jean Matouk économiste, professeur d'université honoraire. Dernier ouvrage: *L'Humanité à la croisée des chemins*, Ed. Pharos, 2006.

Le film d'Al Gore, *La vérité qui dérange*, a eu l'immense mérite d'illustrer brillamment les méfaits que les effluents anthropiques infligent à notre «Terre-Patrie», pour reprendre le beau terme d'Edgar Morin. Il n'a précédé que de quelques jours le rapport Stern qui mesure le «coût» économique pour la collectivité humaine du réchauffement de la planète. Ces plaidoyers pour la Terre trouvent un public de plus en plus large. Un pourcentage croissant de Français souhaite voir des «prophètes» de l'écologie comme Nicolas Hulot jouer un rôle majeur en politique.

Mais ni les uns ni les autres ne vont jusqu'à la «vérité qui dérange vraiment», et qui est la suivante : aucun changement technologique, aucune modification des comportements humains ne seront efficaces suffisamment vite, pour infléchir le processus de destruction de notre écosystème, si nous maintenons la croissance économique mondiale à son rythme actuel. C'est une question de délai. Il faut d'abord financer les investissements dans des technologies propres, dans tous les secteurs industriels, dans tous les pays ; il faut aider financièrement, par notre épargne, les pays en développement ; il faut changer, partout, les comportements en matière d'utilisation d'énergie, de transports, de traitement des ordures ménagères, d'utilisation de l'eau.

Cet énorme effort demandera vingt ou trente ans. A cette échéance comme l'ont montré toutes les études préalables au protocole de Kyoto, et comme l'explique encore le rapport Stern, les atteintes portées à notre environnement non seulement seront irréversibles et auront provoqué des bouleversements dans tous les secteurs d'activité, mais porteront atteintes directement à la physiologie humaine. Les industriels de l'Association des entreprises pour la réduction de l'effet de serre avouent eux-mêmes que, s'ils sont parvenus à tenir leurs objectifs en 2003, c'est en raison du faible taux de croissance cette année-là. Certains estiment que la tertiarisation de l'économie, qui atteint 70 % de la valeur ajoutée dans nos pays, va automatiquement réduire les émissions de gaz à effet de serre. Erreur : l'industrie ne représente que 26 % des émissions. L'habitat, les transports et toutes les autres fonctions humaines inévitables autour des activités tertiaires font le reste. Et, de toute manière, la pollution ne respectant pas les frontières, nous serons tous victimes de la pollution provoquée par les industries délocalisées en Asie. On donne aussi l'exemple de la France, dont les émissions de CO₂ par unité de produit national brut (PNB) décroissent. Mais ceci tient à la part du nucléaire dans notre bilan énergétique.

Il ne s'agit pas de rêver à la décroissance, objectif politiquement impossible. Mais il ne s'agit pas non plus de parier assez peu sincèrement dans le cas de George Bush à des découvertes miracles qui permettraient de réduire à temps toute la pollution du monde. La seule solution est un accord cosmopolitique, du genre Kyoto très élargi, au terme duquel, les grandes nations s'entendraient pour ralentir la croissance économique mondiale de 4,5 % aujourd'hui, à 2 % environ (chiffre encore trop élevé mais «praticable» comme diraient les Anglais) : 1,5 % au plus pour les pays développés et 5 %-6 % pour les pays en développement. Les moyens économiques d'un tel ralentissement sont à discuter au cas par cas, mais ils existent. Ne pensons pas que les Chinois ou les Indiens soient fermés à tout objectif de ce type ; ils savent aussi bien que nous vers quelle catastrophe nous conduit la croissance actuelle. La vraie question est alors : quid de l'emploi dans les pays développés, avec un tel faible rythme de croissance ?

La réponse : le passage que nous vivons actuellement, d'une société de salariés à une société de propriétaires et actionnaires a conduit les entreprises, moyennes et grandes, à s'imposer des rendements financiers de 15 %. Avec une telle exigence de rendement, même avec un taux d'intérêt réel de 1 % à 2 %, les investissements et les créations d'emplois sont évidemment très réduites. Aussi bien dans ces entreprises que dans les cohortes de leurs sous-traitants et fournisseurs... En même temps, s'est produit dans les entreprises un élargissement anormal de l'éventail des rémunérations. Elles disposent donc aujourd'hui, d'une masse potentielle d'investissements, à condition de réduire les espérances de rendements financiers et l'éventail des rémunérations. C'est cette masse qu'il faut mobiliser par de fortes incitations fiscales assurant une croissance de l'emploi. Le tout à faible croissance économique, à faible pollution de notre terre, dont le sauvetage passe par une réduction «fractale» des inégalités, à la fois entre pays du monde, au sein de nos propres pays, et au sein même des entreprises.

<http://www.liberation.fr/opinions/rebonds/215404.FR.php>

© Libération